

RCS : VILLEFRANCHE - TARARE

Code greffe : 6903

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VILLEFRANCHE - TARARE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1998 B 00240

Numéro SIREN : 419 961 628

Nom ou dénomination : A.C.R.T.

Ce dépôt a été enregistré le 02/11/2023 sous le numéro de dépôt A2023/003732

A.C.R.T.
Société à responsabilité limitée au capital de 300.000 €
Siège social : 103 rue Ronsard
69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE
419 961 628 RCS VILLEFRANCHE-TARARE

**PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
EN DATE DU 4 JUILLET 2022**

**L'an deux mille vingt-deux,
Le quatre juillet,**

Les associés de la société A.C.R.T., se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire, au siège social, sur convocation de la Gérance.

Est présent présents :

- SAS DCG INVEST représentée par Monsieur Guillaume METZQUER 848 parts

La totalité du capital social étant présente ou représentée, l'Assemblée Générale Extraordinaire est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

L'Assemblée est présidée par Monsieur Christophe GUILLOT en sa qualité de gérant.

Le Président rappelle que l'Assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- **Constations de la cession de parts sociales de ce jour**
- **Modification de l'article 7 des statuts consécutivement aux cessions de parts sociales**
- **Nantissement des 48 parts sociales acquises par DCG INVEST**
- **Pouvoir pour l'accomplissement des formalités.**

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'Assemblée :

- le texte du projet des résolutions qui sont soumises à l'Assemblée.

Le Président déclare que les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

L'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

M/ - 16

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale constate les deux cessions de parts intervenues ce jour, à savoir :

- Entre la société D24 INVEST et la société DCG INVEST

La société D24 INVEST a cédé à la société DCG INVEST le 14 parts sociales qu'elle détenait dans le capital de la société ACRT pour une valeur globale de 69.000 €.

- Entre la société LMCG CAPITAL et la société DCG INVEST

La société LMCG CAPITAL a cédé à la société DCG INVEST le 14 parts sociales qu'elle détenait dans le capital de la société ACRT pour une valeur globale de 69.000 €.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide, consécutivement aux cessions de parts sociales de ce jour, de modifier l'article 7 des statuts ainsi qu'il suit :

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL (nouvelle rédaction)

Le capital social est fixé à la somme de 300.000 €

Il est divisé en 848 parts sociales de 353,77 euros chacune numérotées de 1 à 848, entièrement souscrites et libérées selon la répartition suivante :

- SAS DCG INVEST 848 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 848 parts

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale prend acte du nantissement des 48 parts sociales de notre société détenues par la société DCG INVEST, au profit des organismes bancaires suivants :

- Banque Populaire de Bourgogne Franche Comté
- Banque Populaire Auvergne Rhône-Alpes
- Caisse régionale du Crédit Agricole de Franche Comté
- BPI France
- Fonds Européen de Garantie

Ce nantissement sera valable pendant toute la durée du remboursement des emprunts souscrits par la société DCG INVEST.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

N / - 16

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par Le gérant et l'associé unique.

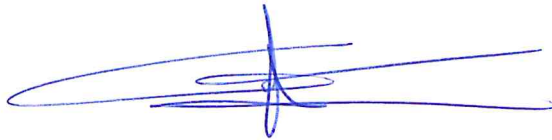
SASU DCG INVEST

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER

A stylized blue ink signature, likely belonging to Monsieur Guillaume METZQUER, consisting of several sweeping horizontal and diagonal strokes.

Monsieur Christophe GUILLOT

Gérant

A blue ink signature, likely belonging to Monsieur Christophe GUILLOT, featuring a complex arrangement of loops and horizontal strokes.

MG CG

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES – AVENANT DU 31/08/2022

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La société LMCG CAPITAL

Société par actions simplifiée au capital de 70.000 €

Dont le siège social est situé à FRANS (01480) – 203, Chemin de Gleteins

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bourg-en-Bresse sous le numéro B 914.079.868

Représentée par Monsieur Christophe GUILLOT en sa qualité de Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

BESANCON 1

Le 20/04/2023 Dossier 2023 00012746, référence 2504P01 2023 A 00677

Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros

Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

ci-après dénommé "le cédant",

d'une part,

La société DCG INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €

Dont le siège social est situé à BESANCON (25000) – 1, rue Bernard PALISSY

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Besançon sous le numéro B 912.085.610

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER en sa qualité de Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

ci-après dénommée "le cessionnaire",

d'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ ET DÉCLARÉ CE QUI SUIT:

Aux termes d'un acte sous seing privé dont une copie est annexée au présent avenant) en date du 4 juillet 2022, enregistré le 27 juillet 2022 sous le référence 2504P01-2022-A-01400, il a été établi un acte de cession de parts sociales.

Après vérification, il s'avère qu'une erreur matérielle concernant le prix de vente a été constatée.

Les deux parties ont décidé d'établir le présent avenant intégrant les seuls articles modifiés par rapport à l'acte d'origine, à savoir :

- Le prix de cession (article 2)
- Déclaration pour l'enregistrement (article 5)

Le reste étant sans changement

MG CG

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES – AVENANT AU 31/08/2022

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIIT :

2. PRIX DE LA CESSION

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de soixante-neuf mille euros (69.000 €) que la société DCG INVEST payera de la façon suivante :

Une somme de 20.000 € comptant, versée à l'instant même par virement bancaire à la société DCG INVEST, qui le reconnaît et lui en donne valable quittance.

Une somme de 49.000 € qui fait l'objet d'un crédit vendeur au profit de la société DCG INVEST pour une durée de 7 ans, correspondant à la fin du remboursement complet des emprunts souscrits auprès des banques finançant l'acquisition des 800 parts sociales de Messieurs PONTUS et GARDETTE.

Le paiement de cette somme se fera au mois de septembre 2029.

5. DÉCLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société ACRT est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

$$69.000 \text{ €} - (23\ 000 \text{ euros} \times 24 / 848) = 68.349 \text{ €}$$

$$68.349 \text{ €} \times 3\% = 2\ 050,47 \text{ €}$$

Le présent acte sera enregistré au droit de **2 050 euros** dus par le Cessionnaire.

Un acompte de 4.120 euros ayant été versé lors de l'enregistrement de l'acte original, il est constaté un trop versé de 2 070 euros.

Un droit fixe de 125 euros sera versé au titre de l'enregistrement du présent avenant à l'acte de cession primitif de parts sociales.

Les deux parties conviennent que les autres articles de l'acte de cession d'origine demeurent inchangés.

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES – AVENANT AU 31/08/2022

Fait à Villefranche sur Saône

Le 31 août 2022

En six exemplaires originaux

SASU LMCG CAPITAL

Représentée par Monsieur Christophe GUILLOT



SAS DCG INVEST

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER



SOCIETE ACRT
ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bourg-en-Bresse sous le n° B 1210.085.610
BESANCON 1
12/05/2022
Capital : 100.000 €
Formes : S.A.
Statut : Société à responsabilité limitée
Statut : Société à responsabilité limitée
Statut : Société à responsabilité limitée

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La société LMCG CAPITAL

Société par actions simplifiée au capital de 70.000 €

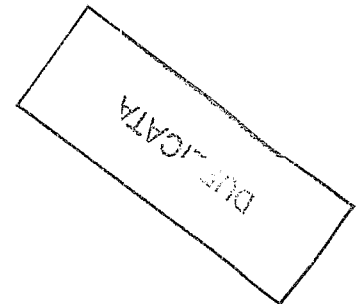
Dont le siège social est situé à FRANS (01480) – 203, Chemin de Gleteins

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bourg-en-Bresse sous le n°

Représentée par Monsieur Christophe GUILLOT en sa qualité de Président, ayant des présentes.

ci-après dénommé "le cédant",

d'une part,



La société DCG INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €

Dont le siège social est situé à BESANCON (25000) – 1, rue Bernard PALISSY

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Besançon sous le numéro B 912.085.610

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER en sa qualité de Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

ci-après dénommée "le cessionnaire",

d'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ ET DÉCLARÉ CE QUI SUIT:

Aux termes d'un acte sous seing privé du 3 mai 2022, Monsieur Denis PENEY et Monsieur Christophe GUILLOT ont conclu une convention de cession de titres portant sur le rachat de 5,66 % (soit 48 parts sociales) du capital de la société A.C.R.T à la société DCG INVEST :

A.C.R.T,

SARL au capital de 300.000 euros,

Dont le siège social est sis au 103 rue Ronsard, 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE,

Immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE-TARARE sous le n° B 419 961 628

Ci-après la « Société »

Moyennant diverses charges et conditions notamment suspensives.

M / - / 2022

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

Le présent acte réitératif a pour vocation de compléter le Protocole et ses annexes avec lequel il forme un tout indivisible.

De fait, l'ensemble des conditions dudit Protocole ne sont pas exhaustivement rapportées ci-après, les parties en dispensant le rédacteur des présentes.

DÉCLARATIONS DU CÉDANT ET DU CESSIONNAIRE

La société LMCG CAPITAL, cédant, déclare :

- Que les vingt-quatre (24) parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- que la société ACRT n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger

EXPOSÉ CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

Suivant acte sous signature privée en date à VILLEFRANCHE SUR SAONE (69400) du 8 septembre 1998, il existe une société à responsabilité limitée dénommée ACRT , au capital de 300.000 euros, divisé en 848 parts de 353,78 euros (arrondi au centime d'euro près) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 103, rue Ronsard – 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE , et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 419.961.628 RCS VILLEFRANCHE- TARARE

La société ACRT a pour objet social (article 2 des statuts) :

- Tous travaux ou prestations techniques de montage, d'entretien, service après-vente, d'installations téléphoniques ou de courants faibles notamment pour réseaux informatiques et la domotique, la vente et l'installation de matériels informatiques, ainsi que la création, la gestion, la vente de tous systèmes ou accès aux réseaux de communication par l'informatique et la téléphonie.
- L'activité d'opérateur Télécom, la vente de solutions fixes, mobiles et réseaux
- La vente d'espace d'hébergement téléphoniques et/ou informatique et de services hébergés
- L'audit et le conseil sur les solutions de télécommunications, ainsi que, plus généralement, toutes prestations se rattachant à ces activités
- Tous travaux ou prestations techniques de vente, montage, d'entretien, services après-vente d'alarmes, systèmes de sûretés électroniques, alarmes intrusions, incendie, contrôle d'accès de tous types, vidéo protection.

Conformément à la loi et à l'article 11 des statuts, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quart des parts sociales.

SOCIETE ACRT
ACTE DE CESSIION DE PARTS SOCIALES

Son capital est à ce jour réparti comme suit :

- SAS DCG INVEST	800 parts
- SASU D24 INVEST	24 parts
- SASU LMCG CAPITAL	24 parts
TOTAL	848 parts

Elle est actuellement gérée par Monsieur Christophe GUILLOT en sa qualité de gérant.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ DES PARTS SOCIALES

La société LMCG CAPITAL est propriétaire des vingt-quatre (24) parts sociales de trois cent cinquante-trois euros soixante-dix-huit cents (353,78) euros (arrondi au centime euro près) de valeur nominale chacune par attribution qui lui a été faite en représentation de l'apport en nature effectué par Monsieur Christophe GUILLOT lors de la constitution de la Société le 26 avril 2022.

Elles portent les numéros de 801 à 824.

Les parts présentement cédées appartiennent en propre au cédant.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIIT :

1. CESSION

Par les présentes, la société LMCG CAPITAL, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à la société DCG INVEST, représentée par Monsieur Guillaume METZQUER, ès-qualité de Président, soussignée de seconde part, qui accepte et acquiert, 24 parts sociales de 353,78 € (arrondi au centime d'euro près) de valeur nominale chacune, portant les numéros de 801 à 824, lui appartenant dans la Société.

La société DCG INVEST devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur ces parts postérieurement à ce jour.

2. PRIX DE LA CESSIION

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de cent-trente-huit mille euros (138.000 €) que la société DCG INVEST payera de la façon suivante :

Une somme de 40.000 € comptant, versée à l'instant même par virement bancaire à la société DCG INVEST, qui le reconnaît et lui en donne valable quittance.

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

Une somme de 98.000 € qui fait l'objet d'un crédit vendeur au profit de la société DCG INVEST pour une durée de 7 ans, correspondant à la fin du remboursement complet des emprunts souscrits auprès des banques finançant l'acquisition des 800 parts sociales de Messieurs PONTUS et GARDETTE.

Le paiement de cette somme se fera au mois de septembre 2029.

3. AGRÉMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-14 du Code de commerce et à l'article 11 des statuts, cette cession à un associé à la Société n'a pas à être soumise à l'agrément des associés.

4. REMISE DE PIÈCES

Le cédant a remis présentement au cessionnaire qui le reconnaît, la copie des statuts et celle du dernier bilan approuvé de la Société, lesquelles copies ont été certifiées conformes par la gérance de la Société.

5. DÉCLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société ACRT est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

$$138.000 \text{ €} - (23\,000 \text{ euros} \times 24 / 848) = 137.349 \text{ €}$$

$$137.349 \text{ €} \times 3\% = 4\,120,47 \text{ €}$$

Le présent acte sera enregistré au droit de **4 120 euros** dus par le Cessionnaire.

6. FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

7. AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

8. FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

9. DÉCHARGE

Les Parties reconnaissent et déclarent :

- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions de la présente cession ;
- donner décharge pure et simple entière et définitive au rédacteur de l'acte, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu, entre elles ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

Fait à Villefranche sur Saône

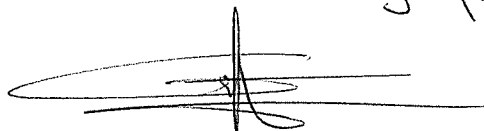
Le 4 juillet 2022

En six exemplaires originaux

SASU LMCG CAPITAL (1)

Représentée par Monsieur Christophe GUILLOT

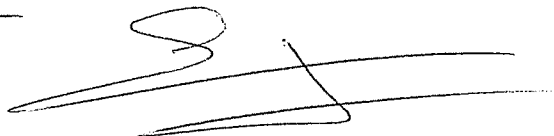
*Lu et approuvé. Bon pour la cession de vingt quatre parts.
Bon pour quittance.*



SAS DCG INVEST (2)

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER

*Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la
cession*



(1) Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour la cession de (nombre en lettres) parts. Bon pour quittance".

(2) Le cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession".

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES – AVENANT AU 31/08/2022

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La société D24 INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 70.000 €

Dont le siège social est situé à CHANOZ CHATENAY (01400) – 91, route du Bois Bouquin

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bourg-en-Bresse sous le numéro B 914.177.886

Représentée par Monsieur Denis PENEY en sa qualité de Président. avant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Enregistré à : SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE ET DE
L'ENREGISTREMENT

BESANCON 1

Le 20/04/2023 Dossier 2023 00012745, référence 2504P01 2023 A 00676

Enregistrement : 125 € Penalités : 0 €

Total liquidé : Cent vingt-cinq Euros

Montant reçu : Cent vingt-cinq Euros

ci-après dénommé "le cédant",

d'une part,

La société DCG INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €

Dont le siège social est situé à BESANCON (25000) – 1, rue Bernard PALISSY

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Besançon sous le numéro B 912.085.610

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER en sa qualité de Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

ci-après dénommée "le cessionnaire",

d'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ ET DÉCLARÉ CE QUI SUIT:

Aux termes d'un acte sous seing privé dont une copie est annexée au présent avenant) en date du 4 juillet 2022, enregistré le 27 juillet 2022 sous le référence 2504P01-2022-A-01400, il a été établi un acte de cession de parts sociales.

Après vérification, il s'avère qu'une erreur matérielle concernant le prix de vente a été constatée.

Les deux parties ont décidé d'établir le présent avenant intégrant les seuls articles modifiés par rapport à l'acte d'origine, à savoir :

- Le prix de cession (article 2)
- Déclaration pour l'enregistrement (article 5)

Le reste étant sans changement

DUPLICATA

NP MR

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES – AVENANT AU 31/08/2022

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

2. PRIX DE LA CESSION

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de soixante neuf mille euros (69.000 €) que la société DCG INVEST payera de la façon suivante :

Une somme de 20.000 € comptant, versée à l'instant même par virement bancaire à la société DCG INVEST, qui le reconnaît et lui en donne valable quittance.

Une somme de 49.000 € qui fait l'objet d'un crédit vendeur au profit de la société DCG INVEST pour une durée de 7 ans, correspondant à la fin du remboursement complet des emprunts souscrits auprès des banques finançant l'acquisition des 800 parts sociales de Messieurs PONTUS et GARDETTE.

Le paiement de cette somme se fera au mois de septembre 2029.

5. DÉCLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société ACRT est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

$$69.000 \text{ €} - (23\ 000 \text{ euros} \times 24 / 848) = 68.349 \text{ €}$$

$$68.349 \text{ €} \times 3\% = 2\ 050,47 \text{ €}$$

Le présent acte sera enregistré au droit de **2 050 euros** dus par le Cessionnaire.

Un acompte de 4.120 euros ayant été versé lors de l'enregistrement de l'acte original, il est constaté un trop versé de 2 070 euros.

Un droit fixe de 125 euros sera versé au titre de l'enregistrement du présent avenant à l'acte de cession primitif de parts sociales.

Les deux parties conviennent que les autres articles de l'acte de cession d'origine demeurent inchangés.

?

MD M/L

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES – AVENANT AU 31/08/2022

Fait à Villefranche sur Saône

Le 31 août 2022

En six exemplaires originaux

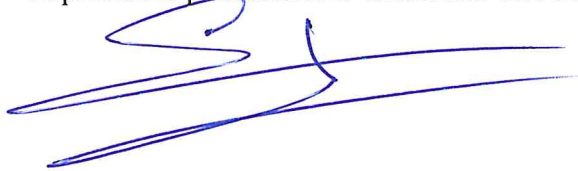
SASU D24 INVEST

Représentée par Monsieur Denis PENEY



SAS DCG INVEST

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER



SOCIETE ACRT
ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

Entreprise A. SERVIERE DELA PHILLOTTE FONCTE ET DE
CHANOZ CHATENAY
Le 28/07/2022 Dossier 2022 00045845, référence 280401 2022 A 01400
Entrepreneur : M. D. C. Pénney : 01
Etat légal : 1. Quant aux titres de la société
Monsieur Pénney : Quant aux titres de la société

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La société D24 INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 70.000 €

Dont le siège social est situé à CHANOZ CHATENAY (01400) – 91, route du Bois l

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Bourg-en-Bresse sous le nu

Représentée par Monsieur Denis PENEY en sa qualité de Président, ayant tous l
présentes.

ci-après dénommé "le cédant",

d'une part,

La société DCG INVEST

Société par actions simplifiée au capital de 100.000 €

Dont le siège social est situé à BESANCON (25000) – 1, rue Bernard PALISSY

Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Besançon sous le numéro B 912.085.610

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER en sa qualité de Président, ayant tous pouvoirs à l'effet
des présentes.

ci-après dénommée "le cessionnaire",

d'autre part,

IL EST PRÉALABLEMENT EXPOSÉ ET DÉCLARÉ CE QUI SUIT:

Aux termes d'un acte sous seing privé du 3 mai 2022, Monsieur Denis PENEY et Monsieur Christophe
GUILLOT ont conclu une convention de cession de titres portant sur le rachat de 5,66 % (soit 48 parts
sociales) du capital de la société A.C.R.T à la société DCG INVEST :

A.C.R.T,

SARL au capital de 300.000 euros,

Dont le siège social est sis au 103 rue Ronsard, 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE,

Immatriculée au RCS de VILLEFRANCHE-TARARE sous le n° B 419 961 628

Ci-après la « Société »

Moyennant diverses charges et conditions notamment suspensives.

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

Le présent acte réitératif a pour vocation de compléter le Protocole et ses annexes avec lequel il forme un tout indivisible.

De fait, l'ensemble des conditions dudit Protocole ne sont pas exhaustivement rapportées ci-après, les parties en dispensant le rédacteur des présentes.

DÉCLARATIONS DU CÉDANT ET DU CESSIONNAIRE

La société D24 INVEST, cédant, déclare :

- Que les vingt-quatre (24) parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,
- que la société ACRT n'est pas en état de cessation des paiements et qu'elle n'a fait l'objet d'aucune procédure de règlement amiable des entreprises en difficulté, de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,
- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger

EXPOSÉ CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

Suivant acte sous signature privée en date à VILLEFRANCHE SUR SAONE (69400) du 8 septembre 1998, il existe une société à responsabilité limitée dénommée ACRT, au capital de 300.000 euros, divisé en 848 parts de 353,78 euros (arrondi au centime d'euro près) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 103, rue Ronsard – 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 419.961.628 RCS VILLEFRANCHE- TARARE

La société ACRT a pour objet social (article 2 des statuts) :

- Tous travaux ou prestations techniques de montage, d'entretien, service après-vente, d'installations téléphoniques ou de courants faibles notamment pour réseaux informatiques et la domotique, la vente et l'installation de matériels informatiques, ainsi que la création, la gestion, la vente de tous systèmes ou accès aux réseaux de communication par l'informatique et la téléphonie.
- L'activité d'opérateur Télécom, la vente de solutions fixes, mobiles et réseaux
- La vente d'espace d'hébergement téléphoniques et/ou informatique et de services hébergés
- L'audit et le conseil sur les solutions de télécommunications, ainsi que, plus généralement, toutes prestations se rattachant à ces activités
- Tous travaux ou prestations techniques de vente, montage, d'entretien, services après-vente d'alarmes, systèmes de sûretés électroniques, alarmes intrusions, incendie, contrôle d'accès de tous types, vidéo protection.

Conformément à la loi et à l'article 11 des statuts, les parts sociales ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quart des parts sociales.

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

Son capital est à ce jour réparti comme suit :

- SAS DCG INVEST	800 parts
- SASU D24 INVEST	24 parts
- SASU LMCG CAPITAL	24 parts
TOTAL	848 parts

Elle est actuellement gérée par Monsieur Christophe GUILLOT en sa qualité de gérant.

ORIGINE DE PROPRIÉTÉ DES PARTS SOCIALES

La société D24 INVEST est propriétaire des vingt-quatre (24) parts sociales de trois cent cinquante-trois euros soixante-dix-huit cents (353,78) euros (arrondi au centime euro près) de valeur nominale chacune par attribution qui lui a été faite en représentation de l'apport en nature effectué par Monsieur Denis PENEY lors de la constitution de la Société le 26 avril 2022.

Elles portent les numéros de 825 à 848.

Les parts présentement cédées appartiennent en propre au cédant.

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIIT :

1. CESSION

Par les présentes, la société D24 INVEST, soussigné de première part, cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit, à la société DCG INVEST, représentée par Monsieur Guillaume METZQUER, ès-qualité de Président, soussignée de seconde part, qui accepte et acquiert, 24 parts sociales de 353,78 € (arrondi au centime d'euro près) de valeur nominale chacune, portant les numéros de 825 à 848, lui appartenant dans la Société.

La société DCG INVEST devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la Société dont il déclare avoir pris connaissance ainsi qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être mis en distribution sur ces parts postérieurement à ce jour.

2. PRIX DE LA CESSION

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de cent-trente-huit mille euros (138.000 €) que la société DCG INVEST payera de la façon suivante :

Une somme de 40.000 € comptant, versée à l'instant même par virement bancaire à la société DCG INVEST, qui le reconnaît et lui en donne valable quittance.

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

Une somme de 98.000 € qui fait l'objet d'un crédit vendeur au profit de la société DCG INVEST pour une durée de 7 ans, correspondant à la fin du remboursement complet des emprunts souscrits auprès des banques finançant l'acquisition des 800 parts sociales de Messieurs PONTUS et GARDETTE.

Le paiement de cette somme se fera au mois de septembre 2029.

3. AGRÉMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article L. 223-14 du Code de commerce et à l'article 11 des statuts, cette cession à un associé à la Société n'a pas à être soumise à l'agrément des associés.

4. REMISE DE PIÈCES

Le cédant a remis présentement au cessionnaire qui le reconnaît, la copie des statuts et celle du dernier bilan approuvé de la Société, lesquelles copies ont été certifiées conformes par la gérance de la Société.

5. DÉCLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société ACRT est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société.

Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 726 du Code général des impôts.

Il sera perçu un droit de 3 % liquidé sur le prix de cession augmenté des charges ou sur la valeur réelle si elle est supérieure, auquel s'applique un abattement égal pour chaque part sociale au rapport entre la somme de 23 000 euros et le nombre total de parts de la Société.

En conséquence, la valeur après application de l'abattement servant à la liquidation des droits d'enregistrement est la suivante :

$$138.000 \text{ €} - (23\,000 \text{ euros} \times 24 / 848) = 137.349 \text{ €}$$

$$137.349 \text{ €} \times 3\% = 4\,120,47 \text{ €}$$

Le présent acte sera enregistré au droit de **4 120 euros** dus par le Cessionnaire.

6. FORMALITÉS DE PUBLICITÉ - POUVOIRS

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

7. AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties soussignées affirment sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu. Elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des peines encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation.

SOCIETE ACRT

ACTE DE CESSION DE PARTS SOCIALES

8. FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

9. DÉCHARGE

Les Parties reconnaissent et déclarent :

- avoir arrêté et convenu exclusivement entre elles le prix, ainsi que les charges et conditions de la présente cession ;
- donner décharge pure et simple entière et définitive au rédacteur de l'acte, reconnaissant que l'acte a été établi et dressé sur leurs déclarations, sans que ce dernier soit intervenu, entre elles ni dans la négociation, ni dans la détermination des conditions du présent acte.

Fait à Villefranche sur Saône

Le 4 juillet 2022

En six exemplaires originaux

SASU D24 INVEST (1)

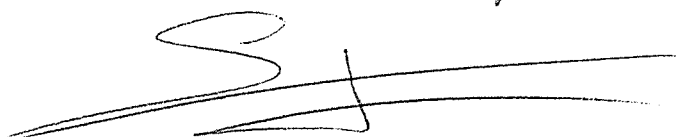
Représentée par Monsieur Denis PENEY


Lu et approuvé. Bon pour la cession de vingt quatre parts. Bon pour
quittance.

SAS DCG INVEST (2)

Représentée par Monsieur Guillaume METZQUER

Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession



(1) Le cédant fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour la cession de (nombre en lettres) parts. Bon pour quittance".

(2) Le cessionnaire fera précéder sa signature de la mention manuscrite "Lu et approuvé. Bon pour acceptation de la cession".

A.C.R.T.

Société à responsabilité limitée au capital de 300.000 €

Siège social : 103 rue Ronsard

69400 VILLEFRANCHE-SUR-SAONE

419 961 628 RCS VILLEFRANCHE-TARARE

STATUTS

Mis à jour au 4 juillet 2022

Certifiés conforme à l'original

Christophe GUILLOT

A handwritten signature in black ink, consisting of a series of loops and a long horizontal stroke at the end.

TITRE I

FORME – OBJET – DENOMINATION SOCIALE

SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 : FORME

Il existe entre les propriétaires des parts ci-après citées et celles qui pourraient être créées ultérieurement une société à responsabilité limitée, régie par les lois en vigueur et les présents statuts.

ARTICLE 2 : OBJET

La Société a pour objet en France et dans tous pays :

- tous travaux ou prestations techniques de montage, d'entretien, service après-vente, d'installations téléphoniques ou de courants faibles notamment pour réseaux informatiques et la domotique, la vente et l'installation de matériels informatiques, ainsi que la création, la gestion, la vente de tous systèmes ou accès aux réseaux de communication par l'informatique et la téléphonie,
- l'activité d'opérateur Télécom, la vente de solutions fixes, mobiles et réseaux,
- la vente d'espace d'hébergement téléphoniques et/ou informatique et de services hébergés,
- l'audit et le conseil sur les solutions de télécommunications, ainsi que plus généralement, toutes prestations se rattachant à ces activités,
- tous travaux ou prestations techniques de vente, montage, d'entretien, service après-vente d'alarmes, systèmes de sûreté électroniques, alarmes intrusion, incendie, contrôles d'accès de tous types, vidéo-protection.

La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce se rapportant à l'activité spécifiée.

La participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations commerciales ou entreprises commerciales pouvant se rattacher à l'objet social.

Toute opération quelconques, contribuant ou accessoires à la réalisation de l'objet social.

ARTICLE 3 : DENOMINATION SOCIALE

La société a pour dénomination sociale : A.C.R.T.

Les actes et documents émanant de la société Indiqueront la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement des mots « société à responsabilité limitée » ou des initiales « SARL » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 103 rue Ronsard, 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre endroit par décision extraordinaire des associés, en conformité de l'article 19 alinéa 5.

ARTICLE 5 : DUREE

La durée de la société est fixée à 50 années, à compter du 6 septembre 1998, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

TITRE II

APPORTS – CAPITAL SOCIAL

AUGMENTATION ET REDUCTION DU CAPITAL

ARTICLE 6 : APPORTS

Il a été fait, lors de la constitution de la société, que des apports en numéraire.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 8 octobre 2014, le capital social a été augmenté d'une somme de 237 000 euros par incorporation de réserves.

Aux termes d'une décision unanime des associés en date du 18 juin 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de quinze mille euros (15.000 €) par apports en numéraire.

Aux termes d'une décision unanime des associés en date du 18 juin 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de trente-cinq mille euros (35.000 €) par incorporation de réserves.

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de TROIS CENT MILLE EUROS (300.000 €)

Il est divisé en 848 parts sociales e 353,77 euros chacune (arrondi au centime d'euro près), numérotées de 1 à 848, entièrement souscrites et libérées selon la répartition suivante :

- SAS DCG INVEST

Numérotées de 1 à 848

848 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social

848 parts

ARTICLE 8 : AUGMENTATION DE CAPITAL

1. Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes. L'augmentation est réalisée dans les conditions et suivant les modalités fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur et les présents statuts.
2. Si l'augmentation du capital fait apparaître des rompus, les associés qui disposeraient d'un nombre suffisant de droits de souscription ou d'attribution devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droit nécessaires pour obtenir la délivrance d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 9 : REDUCTION DU CAPITAL

1. Le capital social pourra être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, dans les conditions et suivant les modalités fixées par des dispositions légales et réglementaires en vigueur et les présents statuts.
2. Si la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de parts anciennes permettant d'obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

TITRE III

PARTS SOCIALES - CESSION DE PARTS

ARTICLE 10 : PARTS SOCIALES

1. Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables. Le titre de chaque associé résulte seulement des statuts, des actes modifiant le capital social et des cessions régulièrement consenties.
2. Chaque part sociale donne à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la société et l'actif social, et une voix dans tous les votes.

Sous réserve des dispositions légales rendant temporairement, le cas échéant, les associés solidairement responsables vis-à-vis des tiers de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports ; au-delà tout appel de fonds est interdit.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent dans quelque mains qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions prises par la collectivité des associés.

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

3. Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux. A défaut d'entente, il sera pourvu par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, à la désignation de ce mandataire, à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

L'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché aux parts dont la propriété est démembrée.

ARTICLE 11 : TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

1 – Transmission entre vifs

La transmission des parts s'opère par un acte authentique ou sous signature privées. Pour être opposable à la société, elle doit leur être signifiée ou être acceptée par elle dans un acte notarié ou faire l'objet du dépôt d'un original de l'acte au siège social, contre remise par le gérant d'une attestation de dépôt. Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de l'une de ces formalités et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

Les parts ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à quelque cessionnaire que ce soit, associé ou non, conjoint, ascendant ou descendant du cédant, qu'avec le contentement de la majorité des associés représentant les $\frac{3}{4}$ des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé, ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas été motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, qu'il renonce à son projet de cession.

A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé à l'avis d'experts dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande du gérant, par décision du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant sauf convention contraire entre les parties.

Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de la valeur nominale. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le Président du Tribunal de Commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Pour assurer l'exécution de l'un ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société; centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées.

A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsque aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux, ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant. L'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession. S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en ses lieu et place l'acte de cession. A cet acte qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes les pièces justificatives.

Lorsque le cessionnaire doit être agréé, la procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit, en conséquence, notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toutefois, si les parts sont vendues selon les dispositions de l'article 2078 alinéa 1^{er} du Code Civil, en exécution d'un nantissement ayant reçu le consentement de la société, le cessionnaire se trouve de plein droit agréé comme nouvel associé, à moins que la société ne préfère, après la cession, racheter sans délai les parts en vue de réduire son capital. La collectivité des associés doit être consultée par la gérance dès réception de la notification adressée par le cessionnaire à la société afin de statuer sur cette possibilité, le tout dans les formes, délai et conditions prévus pour toute décision extraordinaire emportant réduction du capital social.

2 – Transmission par décès ou par suite de dissolution ou de liquidation de la communauté.

En cas de décès d'un associé, la société continue entre les associés survivants et les héritiers et ayants droits de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs. Pour l'exercice de leurs droits d'associés, les héritiers ou ayants droits doivent justifier de leur identité personnelle et de leurs qualités héréditaires, la gérance pouvant exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant cette qualité.

Ils doivent également justifier de la désignation du mandataire commun chargé de les représenter pendant la durée de l'indivision dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessus des présents statuts.

De même, en cas de dissolution ou de liquidation de communauté de biens entre époux, la transmission des parts sociales à l'époux non associé est soumise à l'agrément des autres associés, dans les conditions prévues au § ci-dessus.

3 – Décès – Incapacité – Liquidation de biens – Faillite personnelle d'un associé

Le décès l'incapacité, la liquidation des biens ou la faillite personnelle d'un associé n'entraîne pas la dissolution de la société. Toutefois si l'un de ces événements se produit en la personne d'un gérant, il entraînera cessation de ses fonctions de gérant.

TITRE IV **GERANCE**

ARTICLE 12 : NOMINATION DES GERANTS

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés, pour une durée limitée de leur mandat. Les gérants autres que statutaires sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les associés ont nommé comme gérant :

Monsieur Christophe GUILLOT

Né le 6 septembre 1978 à LYON (69)

Demeurant à FRANS (01480) – 230, chemin de Gléteins

Ces nominations acceptées sont faites sans limitation de durée.

ARTICLE 13 : POUVOIRS DU GERANT

Dans les rapports avec les tiers, chacun des gérants engage la société, sauf si ses actes ne relèvent pas de l'objet social et que la société prouve que les tiers en avaient connaissance ou

ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Il a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus ci-dessus, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, opposition restant sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Dans leurs rapports entre eux et avec leur co-associés et à titre de mesure d'ordre interne, les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société.

Toutefois, et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, il est convenu que la gérance ne pourra, sans y être autorisée par une décision des associés prise à la majorité ordinaire, contracter des emprunts autres que les emprunts bancaires, effectuer des achats, échanges et vente d'établissements commerciaux ou d'immeubles, constituer des hypothèques ou des nantissements, participer à la fondation de sociétés constituées ou à constituer ou prendre des intérêts dans ces sociétés.

Les gérants peuvent, d'un commun accord, déléguer les pouvoirs qu'ils jugent convenables à un ou plusieurs directeurs, associés ou non, pour assurer la direction technique et commerciale des affaires de la société.

ARTICLE 14 : REMUNERATION

En rémunération de ses fonctions, chacun des gérants a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés, ainsi qu'au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

ARTICLE 15 : RESPONSABILITE DES GERANTS

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement en cas de faute commune, envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

ARTICLE 16 : CESSATION DE FONCTIONS

1 – Révocation

Tout gérant est révocable par décision ordinaire des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts. En outre, tout gérant est révocable par les tribunaux pour cause légitime à la demande de tout associé.

2 – Démission – autres cas

Tout gérant a le droit de renoncer à ses fonctions, à charge pour lui d'informer ses associés de sa décision, trois mois avant la clôture de l'exercice, par lettre recommandée avec accusé de réception. La démission prendra effet à la date de commencement de l'exercice suivant sauf accord contraire des associés représentant la majorité ordinaire.

Les fonctions de gérant prennent également fin en cas d'incapacité physique ou mentale, d'absence ou d'empêchement quelconque mettant l'intéressé dans l'impossibilité des les assumer, ainsi qu'en cas d'incapacité ou d'incompatibilité résultant de la loi ou décision de justice.

3 – Remplacement du gérant

En cas de cessation de fonction par l'un des gérants pour un motif quelconque, la gérance reste assurée par les autres gérants. Si le gérant qui cesse ses fonctions était seul, la collectivité des associés nomme un ou plusieurs gérants, à la diligence de l'un d'entre eux et aux conditions de majorité prévues à l'article 12.

TITRE V

DECISIONS COLLECTIVES

ARTICLE 17 : DECISIONS COLLECTIVES – FORMES ET MODALITES

1. La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qualifiées d'extraordinaire quand elles concernent tout objet pouvant entraîner directement ou indirectement une modification des statuts et d'ordinares dans tous les autres cas.

2. Ces décisions résultent, au choix de la gérance :

- soit d'une assemblée générale
- soit d'un acte notarié ou signé unanimement
- soit d'une consultation écrite des associés, sauf pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital

a) Toute assemblée générale doit être convoquée par la gérance ou à défaut par le commissaire aux comptes, s'il en existe un, par lettre recommandée ou non avec avis de réception expédiée quinze jours au moins avant la réunion à chacun des associés à son dernier domicile connu ; La convocation indique l'ordre du jour de la réunion dont le libellé doit faire apparaître clairement le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites.

Un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant s'il représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

A la demande de tout associé, le président du tribunal de commerce, statuant en référé, peut désigner un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

L'assemblée est présidée par le ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales ; en cas de conflit entre deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sociales, la présidence est assurée par le plus âgé.

Une feuille de présence indiquant les nom et domicile des associés et de leurs représentant ou mandataires ainsi que le nombre de parts sociales détenues par chaque associé, est émise par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Seules sont mises en délibération les questions figurant à l'ordre du jour.

- b) En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, à son dernier domicile connu, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à leur information.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ». La réponse est adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci dessus est considéré comme s'étant abstenu.

3. Tout associé a le droit de participer aux décisions avec un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Tout associé peut se faire représenter par un autre associé ou par son conjoint. Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Le mandat de représentation d'un associé ne vaut que pour une assemblée ou pour les assemblées ou pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour. Il peut également être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer à tous les votes sans être eux-mêmes associés.

4. Toute délibération de l'assemblée est constatée par un procès verbal qui indique la date et le lieu de réunion, les noms et prénoms, et qualités du président, les noms et prénom des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre de parts sociales détenues par chacun, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé, et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par les gérants et, le cas échéant, par le président de séance sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles, dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

5. La volonté unanime des associés peut être constatée par des actes. Mais la réunion d'une assemblée est obligatoire dans les cas prévus au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, ci dessus.

6. Les décisions collectives régulièrement prises obligent tous les associés.

ARTICLE 18 : DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Chaque année, dans les six mois de la clôture de l'exercice les associés sont réunis par la gérance pour statuer sur les comptes de l'exercice et l'affectation des résultats.

A cet effet, le rapport sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, le compte de résultat, l'annexe et le bilan établis par les gérants sont soumis à leur approbation.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés peuvent en outre, à toute époque, se prononcer, sur toutes propositions concernant la société, pourvu qu'elles n'emportent pas modification aux statuts ou approbation de transmission de parts sociales soumise à agrément.

Les décisions collectives ordinaires doivent, pour être valables, être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont alors consultés une deuxième fois et les décisions sont alors valablement adoptées à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée par les associés ayant participé au

voté, mais à la condition de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation. Toutefois, la majorité requise à l'alinéa précédent est irréductible s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant, associé ou non.

ARTICLE 19 : DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

1. Les associés ne peuvent, si ce n'est par une décision unanime, changer le nationalité de la société, obliger un des associés à augmenter son engagement social ou transformer la société en non collectif, en commandite simple ou en commandite par actions.
2. En cas de transmission de parts sociales, les décisions d'agrément, lorsqu'elles sont nécessaires, doivent être prises aux conditions de majorité prévues à l'article 11.
3. La transformation en société anonyme peut être décidée par des associés représentant la majorité du capital social, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent cinq millions de francs.
4. En cas de révocation d'un gérant désigné par les statuts la modification corrélatrice de l'article où figurait son nom, conséquences matérielle de cette révocation, est réalisée dans les mêmes conditions que la révocation elle-même.
5. Toutes autres modifications des statuts sont décidées par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Les associés peuvent décider ou autoriser notamment :

- l'augmentation du capital social par tous moyens, y compris par incorporation directe des réserves disponibles, tout associé nouveau étant agréé, le cas échéant, dans les conditions visées au paragraphe 2, ci dessus, ou sa réduction dans la limite fixée à l'article 9 ;
 - la division de ce capital en parts d'un taux autre que celui actuellement prévu, nonobstant l'existence de rompus, sous réserve des prescriptions légales ;
 - la prorogation, la réduction de durée ou la dissolution anticipée de la société ;
 - la fusion de la société avec d'autres sociétés constitués ou à constituer ;
 - la transformation en société d'une autre forme, sous réserve des dispositions des paragraphes 1, 3 et 4 ci-dessus ;
 - toutes modifications à l'objet social, notamment son extension ou sa restriction ;
 - toutes modifications à la répartition des bénéfices et de l'actif social
6. Aucune autre décision tendant à la transformation de la société en société d'une autre forme ne peut être valablement prise si elle n'est pas précédée du rapport d'un commissaire aux comptes inscrits, sur la situation de la société.

ARTICLE 20 : DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

1. Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre par lui-même et au siège social, connaissance des comptes de résultat et annexe des bilans, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées, concernant les trois derniers exercices.

Ce droit comporte, sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre copie.

L'associé peut se faire assister d'un expert inscrit sur une des listes établis par les cours et tribunaux.

2. Quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale ordinaire annuelle prévue à l'article 18 ci-dessus, les documents soumis, en vertu de cet article, à l'approbation de l'assemblée, à l'exception de l'inventaire, sont adressés par la gérance aux associés avec en outre, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes.

L'inventaire est pendant le même délai, tenu au siège social à la disposition des associés qui ne peuvent en prendre copie.

A compter de cette communication tout associé a la faculté de poser, par écrit, des questions auxquelles le gérant sera tenu de répondre au cours de l'assemblée.

3. En cas de convocation de toute autre assemblée, le texte des résolutions proposés, le rapport des gérants, ainsi que, le cas échéant, le rapport des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

4. Ces mêmes documents sont, pendant le même délai, tenus à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, d'obtenir au siège, la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande.

La société doit annexer à ce document, la liste des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes en exercice et ne peut, pour cette délivrance, exiger le paiement d'une somme supérieure à celle fixée par les règlements en vigueur.

ARTICLE 21 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES ASSOCIÉS OU GERANTS

1. Les conventions intervenues entre la société et l'un de ses gérants ou associés font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe un, du commissaire aux comptes, à l'assemblée annuelle.

Il est statué sur ce rapport, le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Pour l'application de ces dispositions, la gérance avise le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues, dans le délai d'un mois à compter de leur conclusion.

Lorsque l'exécution de conventions conclues au cours d'exercices antérieurs a été poursuivie au cours du dernier exercice, le commissaire aux comptes est informé de cette situation dans le délai d'un mois à compter de la clôture de l'exercice.

Le rapport du gérant ou du commissaire doit être établi conformément aux dispositions réglementaires.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et, s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon le cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent paragraphe s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société.

2. A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés personnes physiques de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elles leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également à leurs conjoint, ascendants ou descendants ainsi qu'à toute personne interposée.

3. Les associés peuvent, du consentement de la gérance, laisser ou verser leurs fonds disponibles dans les caisses de la société en compte de dépôt ou compte courant.

Les conditions d'intérêts et de fonctionnement de ces comptes sont fixées d'accord entre la gérance et les titulaires. Sauf cas particulier à soumettre à la décision des associés, aux conditions de majorité ordinaire, la gérance doit fixer les mêmes conditions pour tous les associés. Elle doit toujours réserver pour la société le droit de libération anticipée.

TITRE VI

CONTROLE DE LA SOCIETE

ARTICLE 22 : NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES TITULAIRES ET SUPPLEANTS

Les associés peuvent, à tout moment, nommer dans les conditions de majorité prévues pour les décisions ordinaires, un ou plusieurs commissaires aux comptes. En outre, cette nomination peut être demandée au Président du Tribunal de Commerce statuant en référé, par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. La désignation d'un commissaire aux comptes est obligatoire dès lors que les conditions légales et réglementaires sont remplies.

ARTICLE 23 : FONCTION – DUREE

Les commissaires aux comptes accomplissent leur mission générale de contrôle des comptes et les missions spéciales que la loi leur confie, dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

Le ou les commissaires aux comptes sont nommés pour une durée de six exercices, expirant après la réunion de l'assemblée générale qui statue sur les comptes du sixième exercice. L'exercice en cours lors de la nomination compte pour un exercice entier.

Le commissaire aux comptes nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions, en cas de faute ou d'empêchement, par décision ordinaire des associés.

TITRE VII

EXERCICE SOCIAL

AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

ARTICLE 24 : EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

ARTICLE 25 : COMPTES SOCIAUX

1. A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la société, un bilan, un compte de résultat et l'annexe. Elle établit un rapport écrit sur la situation de la société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé. Elle y mentionne également les méthodes autres que celles prévues par les dispositions en vigueur utilisés, le cas échéant, pour l'évaluation des biens de la société.

2. Le montant des engagements cautionnés ou avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le compte de résultat, l'annexe et le bilan sont établis à chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes.

En cas de proposition de modifications, l'assemblée générale, au vu des comptes établis selon les formes et méthodes tant anciennes que nouvelles, et sur rapport de la gérance, et des commissaires aux comptes s'il en existe, se prononce sur les modifications proposées.

3. Même en cas d'absence ou d'insuffisance de bénéfices, il est procédé aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère. Les frais de constitution de la société sont amortis avant toute distribution des bénéfices. Les frais d'augmentation de capital sont amortis au plus tard à l'expiration du cinquième exercice suivant celui au cours duquel ils ont été engagés. Ils peuvent être imputés sur le montant de primes d'émission afférentes à cette augmentation.

ARTICLE 26 : AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société y compris tous amortissements et provisions, constituent des bénéfices nets.

Sur ces bénéfices nets diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour former le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de loi ou des statuts et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition des associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Toutefois, les associés peuvent, sur la proposition de la gérance, l'affecter en tout ou partie à tous fonds de réserve, avec ou sans destination spéciale ou le reporter à nouveau.

En outre l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

ARTICLE 27 : DIVIDENDES – PAIEMENT

Aucun dividende ne peut être mise en paiement avant approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables au moins égales à son montant.

Les modalités de la distributions sont fixées par l'assemblée des associés ou, à défaut, par la gérance.

La mise en paiement du dividende doit intervenir dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. Ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande de la gérance.

Aucune répétition ne peut être exigée des associées pour un dividende distribué en conformité des présentes dispositions.

TITRE VIII

DISSOLUTION – LIQUIDATION

ARTICLE 28 : DISSOLUTION

1 – Dissolution à l'arrivée du terme, à défaut de prorogation: Un an au moins avant la date d'expiration de la société, la gérance devra provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la société doit être prorogée.

A défaut par la gérance de procéder à cette convocation, tout associé, après avoir vainement mis en demeure la gérance, pourra demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire chargé de provoquer la réunion et la décision ci-dessus prévues.

Au cas où la proposition de prorogation ne réunirait pas la majorité requise pour la modification des statuts, les associés opposants s'obligent à céder leurs parts aux associés voulant proroger, si ces derniers le leur demandent, le prix et les conditions de paiement étant fixés amiablement, ou, à défaut d'accord, à dire d'expert, dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil. La cession devra intervenir dans un délai de trois mois suivant la date de l'assemblée ayant constaté le rejet de la proposition de prorogation. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande des cessionnaires, par décision de Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête.

La décision des associés sera, dans tous les cas, rendue publique.

2 – Dissolution anticipée

- la réunion de toutes les parts sociales en une seule main n'entraîne pas de plein droit la dissolution de la société. L'associé unique dispose des pouvoirs dévolus par la loi à l'assemblée générale des associés. L'associé unique peut, à tout moment, dissoudre la société par déclaration au greffe du Tribunal de Commerce.

- si les capitaux propres deviennent inférieurs à la moitié du capital, les associés, dans les quatre mois suivant l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, décident s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée, au plus tard lors de la clôture du second exercice suivant celui au cours duquel les pertes ont été constatées, à moins que dans ce délai l'actif net ait été reconstitué à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.
- la dissolution peut être décidée à tout moment par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales ou par décision judiciaire pour justes motifs.
- la dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au registre du commerce et des sociétés. Elle ne met pas fin aux fonctions des commissaires aux comptes s'il en existe.

ARTICLE 29 : LIQUIDATION

1 – Ouverture – Effets

La société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit, sa dénomination sociale est suivie de la mention « Société en liquidation ».

Cette mention, ainsi que les noms du ou des liquidateurs, doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, et notamment sur toutes lettres, factures, annonces et publications diverses.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à clôture de celle-ci.

2 – Désignation des liquidateurs

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la société, sauf à l'égard des tiers pour lesquels elles prennent fin après accomplissement des formalités de publicité de la dissolution. La collectivité des associés conserve les mêmes pouvoirs qu'avant la dissolution de la société. Elle règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, parmi les associés ou en dehors d'eux, détermine leurs fonctions et fixe leur rémunération. Les liquidateurs exercent leurs fonctions conformément à la loi.

3 – Pouvoirs des liquidateurs

La gérance doit remettre ses comptes aux liquidateurs accompagnés de toutes les pièces justificatives en vue de leur approbation par une décision collective des associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont, à cet effet, les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément. Toutefois, sauf consentement unanime des associés, la cession de toute partie de l'actif de la société en liquidation à une personne ayant eu dans cette société la qualité d'associé, de gérant ou de commissaire aux comptes, ne peut avoir lieu qu'après l'autorisation du Tribunal de Commerce, le ou les liquidateurs et, s'il en existe un, le commissaire aux comptes dûment entendus ; en outre, une telle cession au profit des liquidateurs, de leurs employés, conjoint, ascendant ou descendant, est interdite.

4-Fin de la liquidation

Les associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat, et pour constater la clôture de la liquidation.

A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant en référé, la désignation d'un mandataire pour procéder à la convocation.

L'actif net est partagé entre les associés dans les proportions de leurs parts sociales. Les associés peuvent toujours, d'un commun accord et sous réserve des droits des créanciers sociaux, procéder entre eux au partage en nature de tout ou partie de l'actif social.

TITRE IX CONTESTATIONS

ARTICLE 30 : CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever en cours de vie sociale comme pendant la liquidation, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout associé doit faire élection de domicile dans le ressort du siège social et toutes assignations et significations sont faites régulièrement à ce domicile.

A défaut d'élection de domicile, les assignations et significations sont valablement faites au Parquet du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance du lieu du siège social.

Statuts sociaux mis à jour le 18 juin 2019

suivant décisions unanimes des associés en date du même jour et des décisions

rectificatives en date du 29 octobre 2019

(augmentation du capital social)